CONVENTION SUR LES ZONES HUMIDES (Ramsar, Iran, 1971)

53e Réunion du Comité permanent

Gland, Suisse, 29 mai – 2 juin 2017

**SC53-20**

[**Questions financières Ramsar 2016**](http://www.ramsar.org/cda/en/ramsar-documents-standing-40th-meeting-of-the-22812/main/ramsar/1-31-41%5E22812_4000_0__)

 **Actions requises :**

Le Comité permanent est invité à :

1. prendre note des résultats provisoires de l’exécution du budget administratif 2016;
2. approuver les propositions relatives à l’excédent 2016 et au Fonds de réserve;
3. étudier la proposition visant à créer des réserves affectées pour y imputer des excédents annuels exceptionnels du budget administratif;
4. prendre note du budget non administratif et des contributions volontaires pour 2017;
5. prendre note du bilan provisoire 2016;
6. noter qu’il a été convenu de repousser l’audit des états financiers 2016 à juin 2017;
7. étudier les états financiers provisoires au 31 décembre 2016 joints en annexe;
8. confirmer le budget administratif 2018 tel qu’approuvé à la COP12;
9. noter qu’un examen du solde d’anciens projets relevant du budget non administratif est en cours.

1. Les états financiers provisoires au 31 décembre 2016 (établis selon le modèle de rapport suisse) sont joints en annexe 1 au présent document.
2. Une synthèse du budget administratif 2016 approuvé (conformément à la décision SC51-22 et assorti des modifications apportées au budget approuvé à la COP12) et du bilan provisoire en termes de recettes et dépenses au 31 décembre 2016 figure en annexe 2. Les chiffres sont présentés selon le modèle de rapport Ramsar.

**Contexte**

1. La nouvelle Secrétaire générale a recensé plusieurs sujets de préoccupation concernant la gestion des finances du Secrétariat et, en 2016, elle a remis un rapport au Comité exécutif Ramsar comprenant un Plan d’action destiné à remédier à ces questions. Ce plan d’action est en cours d’exécution.
2. Le départ inattendu du Responsable financier qui s’est ensuivi, le 2 novembre 2016, a laissé un vide en termes de capacités au sein du Service des finances. Une solution provisoire a été mise en place jusqu’à l’entrée en fonctions d’un nouveau Responsable financier le 15 mai 2017.
3. Compte tenu de cette situation exceptionnelle et des ajustements en cours pour remédier aux problèmes mis au jour, le Secrétariat a préféré présenter des chiffres provisoires plutôt que définitifs dans le présent document. Cette décision a été approuvée par le Sous-groupe des finances le 2 mars 2017.

**Résultats 2016 – Budget administratif**

1. La synthèse du budget administratif provisoire 2016 figure en annexe 2 au présent document. Elle présente le budget approuvé, les dépenses et recettes réelles et l’écart entre les deux.
2. À la fin de l’exercice 2016, le budget administratif provisoire présentait un excédent de 338 000 CHF. Le tableau 1 ci-dessous en dresse la synthèse.

*Tableau 1 : Synthèse de l’excédent du budget administratif provisoire 2016 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Centre de coûts** |  |  | **Commentaires** |
| Recettes |   | (30) | Impôts (53k), Revenus d’intérêts 23k |
| Cadres supérieurs |   | 73 | Salaires et charges sociales |
| Coordinateur des partenariats |  | 64 | Salaires et charges sociales |
| Appui et conseil aux régions |  | 81 | Salaires et charges sociales 61k, Déplacements 20k |
| Communication |  | 104 | Salaires et charges sociales 86k |
| Administration |  | 141 | Salaires et charges sociales 85k, Recrutement et indemnités de départ 48k |
| Autres |   | 21 |   |
| ***Sous-total*** |  | ***454*** | *Excédent avant provisions* |
|   |   |   |   |
| **Divers, Provisions et autres** |   |   |   |
|  Charges à payer | (169) |   |   |
|  Provisions et pertes de change | 24  |   |   |
|  Services juridiques et professionnels | 29 |  |   |
|  ***Sous-total*** |   |  (116) |  *Provisions et autres* |
| **Total** |  | **338** | *Excédent global* |

1. Les points suivants sont mis en avant à l’attention du Comité permanent :
	1. Les recettes ont été globalement conformes aux prévisions, à l’exception des impôts, inférieurs de 53 000 CHF aux prévisions et compensés en partie seulement par une hausse des revenus d’intérêts de 23 000 CHF. La réduction de la charge fiscale s’explique par l’existence de postes non occupés pendant l’exercice.

* 1. Les coûts salariaux globaux ont été de 377 000 CHF inférieurs aux prévisions (soit 12%). Cette situation s’explique par plusieurs postes laissés vacants pendant l’exercice (Secrétaire général, Responsable des partenariats, Responsable de la communication et Responsable financier).
	2. Aucune revalorisation liée à la hausse du coût de la vie imposée par l’UICN n’est intervenue depuis 2011.
	3. Les dépenses sous le poste « Divers, Provisions eu autres » ont été supérieures aux prévisions, en raison essentiellement de régularisations d’un montant de 169 000 CHF (chiffres provisoires). Ces charges à payer font actuellement l’objet d’un rapprochement visant à établir à quel poste budgétaire les imputer et à en confirmer le montant total.
	4. Des sommes d’un montant total de 277 000 CHF ont été transférées du budget administratif vers des projets hors budget administratif en lien avec les Initiatives régionales Ramsar, le SISR, la refonte du site web et la mise en œuvre du Plan de travail du GEST. Ces transferts ont été réalisés au cours des derniers exercices sans faire l’objet de rapports précis. La Secrétaire générale a fait part de la nécessité de revoir cette pratique dans le rapport d’octobre 2016 qu’elle a remis au Comité exécutif. Le montant total des imputations pour les exercices 2014 et 2014 figure sous la rubrique « Transferts budget administratif/projets » des états financiers vérifiés. Le tableau 2 présente une synthèse des sommes prélevées sur le budget administratif et imputées à des projets hors budget administratif de 2014 à 2016. Une nouvelle approche est proposée en la matière au paragraphe 12 ci-dessous.

*Tableau 2 : Sommes prélevées sur le budget administratif et affectées à des projets hors budget administratif de 2014 à 2016 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description** | **2014** | **2015** | **2016** |
| Initiatives régionales | 120 | 107 | 120 |
| Refonte du SISR | 90 | 80 | 47 |
| Refonte du site web | 30 | 60 | 70 |
| Mise en œuvre du Plan de travail du GEST | 30 | 40 | 40 |
| **Total** | **270[[1]](#footnote-2)** | **287[[2]](#footnote-3)** | **277** |

**Proposition concernant l’excédent 2016 et le fonds de réserve**

1. À sa 51e Réunion (SC51, 2015), le Comité permanent a convenu dans la décision SC51-22 d’affecter 278 000 CHF au poste budgétaire K du budget 2016 correspondant aux provisions pour le fonds de réserve. Une fois cette somme mise de côté, l’excédent global provisoire s’élevait à la fin de l’exercice 2016 à 338 000 CHF.
2. Le Secrétariat propose de prélever 112 000 CHF sur l’excédent 2016 pour l’affecter au fonds de réserve et, ainsi, porter le niveau de ce dernier au maximum de 15% du budget administratif annuel prévu par la résolution XII.1.
3. Le Secrétariat propose également de créer une réserve affectée à laquelle serait imputé le solde de l’excédent 2016 (226 000 CHF); il élabore actuellement des propositions pour l’affectation de cet excédent provisoire. Cette somme sera consacrée à différentes activités telles que la création de nouveaux postes après approbation par le Comité exécutif (notamment le recrutement d’un Assistant comptable à temps partiel, qui fait actuellement l’objet de discussions avec l’UICN, et celui d’un Conseiller juridique sur les questions relatives à la Convention dans le cadre d’un contrat de services), la dotation en personnel et le renforcement des capacités et des compétences afin d’assurer le bon fonctionnement du Secrétariat. Ces propositions seront présentées à la 53e Réunion du Comité permanent.

**Proposition consistant, dès 2017, à créer des réserves affectées pour y imputer des excédents annuels exceptionnels du budget administratif**

1. Le Secrétariat propose de mettre fin à la pratique consistant à allouer des fonds du budget administratif à des projets hors budget administratif afin de faire preuve d’une plus grande efficacité dans l’exécution du budget et de mettre en place un mécanisme clair et transparent dans le cadre de situations exceptionnelles exigeant que des excédents budgétaires soient utilisés à des fins précises en fin d’exercice. L’UICN à mis un terme à la pratique consistant à affecter des fonds du budget administratif à des projets relevant du budget non administratif et elle impute désormais les excédents budgétaires à des réserves affectées. Le Secrétariat procède par ailleurs à un examen des pratiques adoptées par d’autres Conventions en matière d’excédents liés au budget administratif et fournira de plus amples informations à ce sujet à la 53e Réunion du Comité permanent.

**Résultats 2016 : budget non administratif et contributions volontaires**

1. En 2016, les États-Unis d’Amérique ont versé des contributions volontaires d’un montant total de 1 142 233 CHF (1 150 000 USD). La somme de 1 065 799 CHF a été imputée au budget administratif du Secrétariat et la somme de 76 434 CHF a été affectée à des projets hors budget administratif par le biais du Fonds Wetlands for the Future.
2. Toujours en 2016, d’autres contributions volontaires d’un montant de 13 000 CHF ont été versées par des Parties contractantes de la région Afrique en lien avec l’exercice 2016 et des exercices antérieurs. Le paragraphe 23 de la résolution X.2 stipule que ces contributions devront être spécifiquement attribuées aux Initiatives régionales africaines.
3. D’autres contributions volontaires hors budget administratif d’un montant de 703 000 CHF ont également été perçues en 2016. Elles sont présentées dans le tableau 3 ci-dessous.

*Tableau 3 : Autres contributions volontaires hors budget administratif perçues en 2016 (en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Donateur** | **Montant** | **Commentaires** |
| Danone | 271 |  |
| Suisse (OFEV) | 120  |  |
| MAVA | 124  |  |
| Japon (NEF) | 92  |  |
| Canada | 28  | Appui aux délégués à la COP12 |
| Norvège | 36  |  |
| WWF International | 22  |  |
| Hans Seidel Foundation | 5  |  |
| Autres | 5  |  |
| **Total** | **703[[3]](#footnote-4)**  |   |

1. En outre, Star Alliance a offert des billets d’avion d’une valeur totale de 19 000 CHF (18 000 EUR).
2. Le Secrétariat tient à adresser ses sincères remerciements aux Parties contractantes et aux donateurs pour les contributions volontaires versées en faveur d’activités hors budget administratif de la Convention.
3. Le budget approuvé à la COP12 tablait pour la période triennale sur des contributions volontaires relevant du budget non administratif d’un montant de 4,2 millions de CHF destinées à financer les activités prioritaires pour la période 2016-2018 (voir annexe 5). Il convient de noter que l’ancien poste de Responsable des partenariats n’a pas été pourvu en 2016 et qu’un nouveau poste de Responsable de la mobilisation des ressources et de la sensibilisation est en cours de création.

**Bilan 2016**

1. Le bilan présenté à l’annexe 1 a été établi au 31 décembre 2016. Le Secrétariat affichait un solde de trésorerie de 4 569 000 CHF ventilé dans les devises suivantes : 48% en francs suisses, 24% en dollars des États-Unis d’Amérique, 17% en euros et 11% en couronnes norvégiennes.

1. Une fois réunis, les contributions en espèces et les comptes à recevoir étaient d’un montant suffisant pour couvrir l’ensemble des obligations du Secrétariat à la fin de l’exercice 2016.
2. En 2016, le niveau des arriérés de contributions à verser par les Parties contractantes a diminué. Pour de plus amples informations à ce sujet, consulter le document SC53-21.

**Report de l’audit des états financiers 2016**

1. Le 2 mars 2017, le Sous-groupe des finances a accepté la proposition de la Secrétaire générale visant à reporter l’audit des états financiers 2016 à juin 2017 et à présenter des chiffres provisoires à la 53e Réunion du Comité permanent pour les raisons suivantes :
* tenir compte des problèmes soulevés dans la Lettre de recommandations de PwC et y remédier;
* combler le retard accumulé suite au départ du Responsable financier;
* achever la remise en ordre des comptes comme indiqué dans le Plan d’action et la mise à jour communiqués au Comité exécutif;
* permettre au nouveau Responsable financier de participer à l’audit (un candidat a été retenu et prendra ses fonctions le 15 mai 2017).
1. Le cabinet d’audit PwC a indiqué qu’il était judicieux de reporter l’audit et de laisser au Secrétariat Ramsar le temps de se préparer plutôt que de voir se reproduire les retards dans les préparatifs et de devoir apporter des modifications aux états financiers, comme ce fut le cas durant l’audit de 2015.

**Budget administratif pour 2017**

1. Le budget administratif 2017 tel qu’approuvé par la COP12 et confirmé par la décision SC52-30 figure en annexe 3 au présent document.
2. La Secrétaire générale ne propose aucun changement majeur à apporter au budget administratif 2017. Elle pourra cependant procéder à des ajustements pour permettre au Secrétariat d’exécuter au mieux le Plan d’action révisé et de répondre aux demandes des Parties contractantes (par exemple au moyen d’ajustements des frais de déplacement d’un service à l’autre).

**Confirmation du budget administratif 2018**

1. Comme indiqué dans le document SC53-21 *Mise à jour sur les contributions annuelles impayées*, la situation financière du Secrétariat ne nécessite plus l’adoption d’un budget d’austérité pour 2018. Le Comité exécutif a donc convenu le 23 février 2017 de maintenir le budget 2018 approuvé à la COP12. Le Comité permanent est invité à confirmer le budget 2018 tel qu’approuvé à la COP12 et joint en annexe 4.

**Examen du solde d’anciens projets relevant du budget non administratif**

1. Le Secrétariat procède actuellement à un examen du solde d’anciens projets relevant du budget non administratif. Cette question a été soulevée par la Secrétaire générale dans le rapport remis en octobre 2016 au Comité exécutif. Le 23 févier 2017, le Comité exécutif a accepté que l’examen ne remonte qu’aux dix derniers exercices. L’état d’avancement de cet examen et ses conclusions seront présentés à la 53e Réunion du Comité permanent.
2. L’un des volets majeurs de cet examen a trait au solde non négligeable d’anciens projets clôturés imputé au poste « Administration » du budget non administratif affecté à des projets. Ce solde fait actuellement l’objet d’un examen et est ventilé en différents groupes de sorte que des décisions puissent être prises en ce qui concerne le montant des fonds qu’il conviendrait de signaler aux donateurs, lesquels pourront alors donner des instructions sur leur utilisation, et en ce qui concerne les fonds restants qui pourront être mis à profit avec l’accord du Comité exécutif ou du Comité permanent, selon qu’il conviendra. Une mise à jour à ce sujet sera présentée à la 53e Réunion du Comité permanent.

**Annexes**

1. États financiers provisoires au 31 décembre 2016 (établis selon le modèle de rapport suisse) 8
2. Budget administratif 2016 – Résultats provisoires assortis des modifications apportées lors

de la 51e Réunion du Comité permanent au budget approuvé par la COP12, dépenses réelles

et écart par rapport au budget approuvé 11

1. Budget 2017 approuvé à la COP12 12
2. Budget 2018 approuvé à la COP12 13
3. Budget non administratif pour la période triennale 2016-2018 (annexe 3 de la

résolution XII.1) 14

**Annexe 1**

**États financiers provisoires au 31 décembre 2016 (établis selon le modèle de rapport suisse) (erreurs possibles d’arrondis comprises)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2016** |  |  |  |   |   |
| *En milliers de francs suisses* |  **Notes**  |  **2016 (Chiffres provisoires)** |   |  **2015**  |
| **ACTIFS** |   |   |   |   |   |   |
| **Actifs à court terme** |   |   |   |   |   |   |
| Liquidités et dépôts bancaires à court terme |   | 4 569 |   |   | 4 652 |   |
| Comptes à recevoir de Parties contractantes (montant net) | 6 | 620 |   |   | 658 |   |
|  Autres comptes à recevoir | 7 | 131 |   |   | 88 |   |
| **Total des actifs à court terme** |   | **5 320** |  |  | **5 398** |  |
|  |   |  |   |   |   |   |
| **Immobilisations (montant net)** |   |  |   |   |   |   |
| Mobilier de bureau et matériel informatique au prix coûtant |   | 84 |   |   | 82 |   |
| Déduction de l’amortissement cumulé | 9 | (63) |   |   | (48) |   |
| **Total des immobilisations** |   | **21** |  |  | **34** |  |
|   |   |  |   |   |   |   |
| **TOTAL DES ACTIFS** |   | **5 341** |  |  | **5 432** |  |
|   |   |  |   |   |   |   |
| **PASSIF ET SOLDES DE FONDS** |   |  |   |   |   |   |
| **Passif à court terme** |   |  |   |   |   |   |
|  Somme due à l’UICN |   | 264 |   |   | 775 |   |
|  Autres comptes à payer | 8 | 753 |   |   | 630 |   |
|  Charges à payer |   | 435 |   |   | 293 |   |
| **Total du passif à court terme** |   | **1 453** |  |  | **1 698** |  |
|  |   |  |   |   |   |   |
| **Provisions** |   |  |   |   |   |   |
|  Rapatriement de personnel | 5 | 124 |   |   | 124 |   |
|  Congés  | 5 | 100 |   |   | 165 |   |
|  Résiliations de contrats | 5 | 89 |   |   | 227 |   |
| **Total des provisions** |   | **313** |  |  | **516** |  |
|  |   |  |  |  |  |  |
| **Fonds et réserves** |   |  |   |   |   |   |
|  Fonds de réserve non affectés | 11 | 988 |   |   | 372 |   |
|  Fonds affectés à des projets | 12 | 2 587 |   |   | 2 846 |   |
| **Total des fonds et réserves** |   | **3 575** |  |  | **3 218** |  |
|  |   |  |  |  |  |  |
| **TOTAL DU PASSIF ET DES SOLDES DE FONDS**  |   | **5 341** |  |  | **5 432** |  |



**Annexe 1, appendice A : Projets financés à partir de fonds affectés, du 1er janvier au 31 décembre 2016 *(en milliers de CHF, erreurs possibles d’arrondis comprises)***

**Annexe 2**

**Résultats provisoires - Budget administratif 2016, assortis des modifications apportées lors de la 51e Réunion du Comité permanent au budget approuvé par la COP12, dépenses réelles et écart par rapport au budget approuvé (*erreurs possibles d’arrondis comprises*)**



**Annexe 3**

**Budget 2017 approuvé par la COP12 (en milliers de francs suisses)**



**Annexe 4**

**Budget 2018 approuvé par la COP12 (en milliers de francs suisses)**



**Annexe 5**

**Dépenses inscrites au budget non administratif 2016-2018 (annexe 3 à la résolution XII.1)**

****

1. Somme indiquée sous la rubrique « Total des transferts budget administratif/projets » des états financiers Ramsar 2014 vérifiés. [↑](#footnote-ref-2)
2. Somme indiquée sous la rubrique « Total des transferts budget administratif/projets » des états financiers Ramsar 2015 vérifiés. [↑](#footnote-ref-3)
3. Montant des contributions volontaires en espèces pour l’exercice 2016 avant déduction de 80 000 CHF remboursés à l’Uruguay au titre de contributions versées sur l’exercice 2015 pour financer la COP12. [↑](#footnote-ref-4)